



SOMMAIRE

Pour une déontologie des élus

Les principes de la concurrence confrontés à la nécessité d'une politique industrielle innovante et compétitive

Quelle convergence au sein de l'Union européenne élargie : les enjeux pour la Bulgarie et la Roumanie ?

Entrer en résistance

La politique au risque de la spiritualité

Moins ça va plus ça va !

Mail : alliance@acep.asso.fr

Url : <http://acep.asso.fr>

Institutions, Constitutions : Pour une déontologie des élus

Christophe Girard

Je représente le cas d'un élu local, adjoint au maire de Paris en charge de la culture. La culture à Paris, cela mobilise 4000 fonctionnaires et collaborateurs, les musées, les bibliothèques, les théâtres, les conservatoires, donc un certain nombre d'institutions avec un personnel très important.

Premier problème : les cumuls, qui suscitent la défiance. Est-il possible de cumuler un mandat politique et une activité professionnelle ? Les élus ne doivent-ils faire que de la politique ? Quelles limites au cumul de mandats politiques ? Aujourd'hui, notre ministre de l'Intérieur est à la fois conseiller municipal, président du Conseil général des Hauts-de-Seine, ministre de l'Intérieur et, ensuite, président d'un parti politique. C'est une situation exceptionnelle. A la Mairie de Paris, nous avons choisi de n'avoir, si possible, qu'un seul mandat et de ne le renouveler qu'une seule fois. Le cumul des mandats peut entraîner une dérive, une professionnalisation de l'élu. L'élection implique un engagement pris devant les citoyens. Six ans, c'est déjà très long. Douze ans, c'est amplement suffisant. Si les citoyens vous demandent de rester au-delà de ce délai et si vous avez toujours l'envie d'être utile, vous pouvez vous présenter à d'autres échéances pour un autre type de mandat. Un élu local est sollicité en permanence. En tant que chargé de la culture, j'ai sous ma charge des questions de logement, d'emploi, des problèmes de sécurité, car l'élu parisien est également un élu d'arrondissement.

L'élu local doit garder un pied dans la réalité. On nous reproche très souvent d'être isolés du monde, de passer notre temps à valider des dossiers, à participer à des commissions, sous la présidence de tel ou tel jury, mais il y a un nombre considérable de décisions à prendre. Nous risquons, si nous n'y prenons pas garde, de perdre le sens de la vie quotidienne. L'élu local peut aussi avoir un métier dans sa vie privée. Si c'est le cas, on ne doit pas le cacher, mais on doit prendre bien soin à ce qu'il n'y ait pas de confusion entre les responsabilités publiques et les responsabilités privées. Il faut donc de la discipline, une exigence et une éthique totale. On reproche aux élus de ne pas avoir un pied dans la réalité, mais lorsqu'ils ont un pied dans la réalité, on leur reproche d'éventuelles confusions des genres. En ce qui concerne la relation entre secteur public et secteur privé, il faut faire preuve d'une discipline totale. Il faut encourager les citoyennes et les citoyens qui veulent se présenter à des élections locales à conserver leur travail dans la mesure du possible. De surcroît, lorsque l'on ne

garde pas son emploi, la tentation peut être grande, pour vivre et ensuite survivre, de chercher à gagner à tout prix les élections, non pas forcément au nom de l'utilité que l'on a ou des idées que l'on défend, mais simplement parce que l'on aura besoin, le jour où le mandat politique se terminera, de disposer d'un emploi et d'un revenu. Si vous n'avez pas une profession libérale ou si vous n'êtes pas fonctionnaire, vous êtes alors sans emploi, sans revenu. La nécessité de garder un emploi est donc vitale pour le bien-fondé du mandat lui-même et la liberté de perdre les élections.

Les politiques sont souvent perçus comme évoluant dans une sorte de comédie. Mais cette comédie devrait être partagée finalement par tous les citoyens. On peut aussi parler d'une comédie des intellectuels, voire parfois de la lâcheté des intellectuels. Les élus sont souvent montrés du doigt. Ce sont eux qui doivent résoudre tous les problèmes. Ils ont un mandat et une responsabilité. C'est l'addition des responsabilités, qu'elles soient détenues dans le cadre d'un mandat politique, de la vie associative, de l'engagement citoyen ou économique, qui fait qu'une communauté humaine fonctionne et progresse.

La place de l'État reste omniprésente. On distingue les théâtres publics des théâtres privés, mais lorsque l'on parle de théâtres privés, on a le sentiment qu'il s'agit d'un établissement uniquement financé par des fonds privés. En fait, c'est faux : tous les théâtres aujourd'hui dits "privés", à l'exception de quelques salles indépendantes, obtiennent le financement et le soutien de l'argent public. En France, nous utilisons une sémantique et un vocabulaire très particuliers, c'est-à-dire que nous utilisons des mots sans toujours suffisamment en préciser la signification. Ainsi en est-il, par exemple, de la distinction entre école publique et école privée, alors que l'argent public vient soutenir les deux. Donc, le terme "privé" devrait être revu ; c'est un vrai problème-français, qui est un problème de vocabulaire.

Il faut parfois aussi une certaine dose de masochisme pour être un élu local. En tant que chargé de la culture, on me demande beaucoup de choses : des logements, de la protection, des emplois, ... Cela exige beaucoup d'optimisme et d'énergie en permanence.

En ce qui concerne les institutions, nous devons avoir la capacité de nous réformer. Un élu, qu'il soit député, sénateur, conseiller régional ou général, ou élu municipal, peut remplir son mandat avec beaucoup de conviction, peut essayer de changer la société, et a intérêt à s'appuyer sur la réflexion. Il s'agit non seulement d'exprimer sa propre parole et celle de la collectivité, mais surtout d'entendre les autres, de réfléchir et de se poser davantage de questions. Les sociologues, les philosophes, les poètes, les artistes, les écrivains, les médecins, les scientifiques doivent être présents au côté de l'élu, parce qu'il est

périlleux de déconnecter son mandat d'élu de la réalité et du brassage général de la réflexion. Etre élu donne un pouvoir éphémère et provisoire.

Le grand défaut, la grande peur, de la gauche est l'obsession d'être mal jugée sur sa capacité à gérer. Etre de bons gestionnaires est possible car il existe de bons directeurs financiers et administratifs. En revanche, la capacité d'entreprendre, d'innover, est la chose la plus difficile. La gauche ne doit pas avoir de complexes à continuer à réfléchir, à innover, à inventer, à faire rêver. Un monde qui ne serait qu'un monde de gestionnaires, un monde minuté et codifié, serait un monde mourant et sclérosant.

Parmi les fonctions de l'élu local, prenons un exemple concret, celui du nettoyage. Le nettoyage est aussi un problème de ressources humaines car il ne concerne pas moins de vingt musées, soixante bibliothèques et dix-huit conservatoires, entre autres, sans parler des théâtres. Par ailleurs, le passage aux 35 heures et l'aménagement des RTT, qui apportent certes des avantages, ont posé un certain nombre de problèmes nouveaux. La question des horaires, en ce qui concerne les crèches, la garde des enfants, etc. doit être pensée globalement et non pas séparément. La grande difficulté dans une ville comme Paris, c'est que les directions sont cloisonnées. Il est exact que les différentes administrations ont du mal à travailler les unes avec les autres. Ainsi, par exemple, l'administration des affaires culturelles déborde de projets, de demandes des citoyens, dans les arrondissements, dans les quartiers, pour faire des expositions, de la musique, du théâtre lorsque l'on est acteur ou amateur. Nous avons donc un problème d'espace, car Paris est une toute petite ville de 105 km² pour deux millions et demi d'habitants. Or, établir la liste des espaces disponibles, fermés par exemple l'été, susceptibles d'être utilisés par les associations culturelles qui en auraient besoin, n'est pas chose simple. Cela peut impliquer par exemple les écoles pendant les temps de fermeture. Cela pose des problèmes de sécurité, de personnel, etc. mais ce sont des problèmes objectifs auxquels nous pouvons répondre, en aménageant les horaires, en permettant ainsi de mieux utiliser l'espace public et en redéployant les personnels volontaires.

Autre exemple, on a facilité, en 2005, l'ouverture de deux théâtres pendant le mois d'août pour les Parisiens qui ne partaient pas en vacances. Il y a eu une affluence record. Cela a permis de petites compagnies, expérimentales ou déjà reconnues, qui ne disposaient pas de lieux, de montrer leur travail de comédiens et de metteurs en scène.

Je crois à la morale et l'éthique en politique. Je crois à la réforme et au meilleur partage du bien public.

Source travaux Interclubs du club Convictions qui nous a donné l'autorisation de publier ses travaux

Industrie et recherche : Les principes de la concurrence confrontés à la nécessité d'une politique industrielle innovante et compétitive

Philippe Herzog

En préambule à mon propos, centré sur la nécessité d'une politique industrielle, deux idées:

1) La séparation des domaines social et économique dans les têtes et dans les institutions est quelque chose de dramatique. Elle se double d'une opposition idéologique désastreuse entre les champions du libéralisme et les champions du social. Ceux-ci donnent l'impression qu'il y a un raz-de-marée du libéralisme, face auquel la seule posture possible est celle déjà défensive et de la résistance. Cela ne permet pas de "poser correctement le sujet, qui est le retour du politique dans l'économie, avec des dimensions sociales et sociétales dont il sera porteur. C'est donc sur le terrain de la transformation de l'économie que se joue l'invention de nouvelles formes de régulation et de choix politiques. Mais si nous restons campés dans l'opposition : le marché contre le social, et réciproquement, nous sommes morts. Malheureusement en France on cultive cette opposition, ce qui contribue à un sentiment général de morosité et d'angoisse.

2) Il faut redéfinir l'acteur politique qui va intervenir dans l'économie pour la transformer. L'État est défaillant et paraît impuissant, il faut construire une société civile devenant acteur dans le champ politique. Au nom de quelles idées ? Le conservatisme social, les acquis sociaux d'hier ? Quels sont les nouveaux choix collectifs ? Travailler à des choix collectifs partagés se heurte à de terribles obstacles.

Ma référence est M. Gordon Brown, qui a sorti cet été un pamphlet tout à fait remarquable sur le thème « Global Europe » au cœur duquel il affirme que le modèle social européen n'existe pas.

Cette idée est cultivée côté britannique et par des économistes patentés, comme André Sapir, on la trouve reproduite dans tous les journaux de gauche français... Elle est malheureusement entretenue à rebours par les Français qui idéalisent leur modèle social et qui cherchent à projeter leurs idées sur les autres. Ceci fait évidemment le lit de la stratégie britannique.

C'est ainsi que le Sommet de Hampton Court, qui au départ devait être dévoué à définir ce qu'est le modèle social européen, selon les gouvernants britannique et français, s'est conclu sans aucune

réflexion collective sur le modèle social dont nous voulons être porteurs.

Nous devons prendre conscience des mutations de l'industrie. Gardons-nous de projeter les idées d'hier: l'État garant et protecteur dans le domaine social ; et dans le domaine économique, l'État interventionniste porteur de politiques de croissance. Hier en France les entreprises étaient adossées à l'État, avec un ancrage de production territorial, elles disposaient de commandes publiques importantes, elles s'adressaient à un système bancaire national, étroitement lié par des liens consanguins avec l'État... Des règles sociales ont dû être imposées dans ce contexte du système État-banques-entreprises, qu'on l'appelle capitalisme rhénan ou capitalisme français. La politique industrielle, c'était des grands programmes d'État intégrés, conçus dans une culture d'ingénieurs, en partant d'une logique de création technologique on bâtissait une industrie. La gestion du social a beaucoup consisté à organiser le déversement de la population rurale vers des centres industriels, le passage du monde rural au monde de l'industrie, avec une gestion de l'immigration et un aménagement du territoire dans ce contexte. Il y a une nostalgie de cet âge d'or. Pourtant si l'on veut reproduire ce schéma, on va dans le mur.

1. COMPRENDRE LA MONDIALISATION

Aujourd'hui c'est la mondialisation : émancipation des grandes entreprises qui peuvent se financer partout, internationalisation de la production (séisme extraordinaire : un même produit est créé et produit dans différents lieux du monde, reliés par des systèmes de coordination et d'information), donc déterritorialisation de la production, qui n'est plus ancrée dans les terroirs et qui éclate. C'est beaucoup plus profond que les seules délocalisations, qui ne sont qu'une dimension limitée du phénomène. L'activité est très instable, les commandes peuvent aller ailleurs, les métiers, les fonctions peuvent être externalisés.

D'autre part, on est maintenant à l'ère de l'intégration produits-services. Tout produit a un amont et un aval de services grandissants. Il y a un défi industriel de l'articulation des deux. Le salarié d'industrie doit entrer dans une logique de service. Dans les pays émergents, on est dans un système mixte : l'accumulation matérielle, les programmes intégrés, la puissance d'État se développent, par exemple en Chine et dans des pays où l'unité politique et l'autorité sont fortes. Mais là-bas l'innovation et la nouvelle industrie se développent aussi à vive allure. Nous ne devons pas craindre la mondialisation mais la comprendre, et y concevoir des stratégies. Surtout ne pas la diaboliser, car à l'échelle du monde, on n'a jamais eu une telle croissance. Des pays qui ne pouvaient pas se développer le font à vive allure, avec des progrès matériels et sociaux considérables (cf. la montée des salaires en Corée du sud). Dénigrer la mondialisation est une obsession française grave. Évidemment il

faut voir les inégalités, mais aussi le fait que des milliards d'hommes peuvent sortir de la misère. .. Et si nous avons beaucoup de souffrances et de chocs chez nous, c'est parce que nous n'arrivons pas à nous approprier cette mondialisation.

2. COMBINER DES COMPÉTENCES POUR INNOVER

Quel concept de politique industrielle et quelle logique de compétition ? Là aussi les cultures d'hier sont prédominantes. La compétition, pour nous qui sommes développés, est vue comme la domination technologique, coûte que coûte. On va viser le haut de gamme, les nouvelles technologies, alors que d'autres seraient compétitifs essentiellement dans l'industrie manufacturière basse ou moyenne gamme avec leurs bas coûts du travail. Ceci est contestable. Quand la production s'internationalise, la technologie va ailleurs. En Chine, ils importent tout et d'abord la technologie, et ils développent leur intelligence plus vite que nous. Nous n'aurons pas un avenir brillant si nous pensons que notre industrie ne peut survivre qu'avec la domination technologique. Le bon concept de compétition consiste à combiner des compétences pour innover. Nous avons des atouts culturels, des atouts humains, nous devons les mobiliser, les organiser, pour une innovation de mise en relation d'idées et de besoins sociaux. Il faut sortir de l'idée que l'innovation est simplement l'application des connaissances scientifiques et technologiques. Si nous sommes capables de la saisir globalement, nous pourrions peut-être trouver notre place dans la nouvelle division internationale du travail. Ce qui veut dire aussi que le territoire, qui était hier un simple espace sous la tutelle de l'État, devient un acteur ou doit se construire comme acteur de projets. La déterritorialisation n'est pas un désastre absolu comme on peut le penser. Au contraire, si on se prend par la main pour combiner des compétences, pour mettre en relation des idées et des marchés dans le monde entier, nous aurons des possibilités.

D'autre part, au lieu de s'acharner à tenter de baisser les coûts salariaux - sans doute faut-il revoir leur structures, plus pour les salaires, relativement moins pour le welfare - on doit abaisser relativement les coûts fixes par une meilleure efficacité du capital. Partager les coûts fixes de la recherche, du développement, de l'éducation, de l'organisation, peut permettre de trouver une compétitivité très grande. Parce qu'on n'aura pas dupliqué des équipements, on saura mieux promouvoir les technologies de l'information. C'est un tout autre type de logique de compétition qui s'esquisse ainsi.

3. OUVRIR LES MARCHÉS

Quels choix sociétaux veut-on défendre ? Dans l'espace européen, certains prêchent l'harmonisation sociale. Un concept très ambigu. Il serait complètement égoïste que de vouloir aligner les autres sur nos standards sociaux pour préserver nos acquis du «dumping social». Car l'emploi des autres dépend de l'accès à notre marché (et

réciroquement) et leur niveau de productivité, quand il est plus bas, implique des salaires plus bas.

La diversité des niveaux ne supporte pas l'alignement des normes. Par exemple j'ai commencé à voir autrement la directive Bolkestein quand j'ai observé que tous les nouveaux pays membres la soutiennent. Ils veulent accéder à notre marché en dépit de leur niveau de développement plus bas. A partir de là, nous sommes obligés de chercher un compromis entre le droit d'accès au marché et le droit social de la Suède et de la France, par exemple. D'autant que ces deux pays développés ont des firmes qui investissent à l'Est et leurs emplois dépendent de l'exportation. Notre emploi est garanti par l'accès au marché des autres, or en même temps nous voulons défendre nos acquis sociaux intérieurs, jusqu'à empêcher les autres de pénétrer.

4. PLUS DE MOBILITE DANS UN ESPACE OUVERT

Comment partager des choix dans ces conditions ? La Stratégie de Lisbonne voit bien les choses. La société de la connaissance, qui tourne sa culture, son intelligence vers l'innovation sociale, économique, politique, juridique, implique une mobilité et une ouverture des consciences. Une mobilité aussi des personnes, qui vont passer d'une activité à une autre dans le cours de leur vie, d'une part parce qu'elles y aspirent, d'autre part parce que c'est aussi une nécessité pour une économie forte, condition d'un niveau de vie élevé. Nous ne sommes plus dans le contexte de l'industrie d'hier, nous pouvons produire autant d'acier avec quatre fois moins de personnel. Il ne s'agit plus d'un déversement de la campagne vers les centres industriels, mais d'un tout autre type de déversement, intérieur aux personnes. Devenir mobile, avec des sécurisations différentes, pour pouvoir innover, apporter aux autres, dans un espace ouvert, voilà le cœur du changement sociétal à trouver. D'autant plus qu'il y a ce croisement industries - services. Je me souviens des propos de Leontiev aux États-Unis il y a 20 ans : « il faut transformer les ouvriers de l'automobile en conducteurs d'automates ». Voilà des exigences fondamentalement nouvelles de la politique sociale. Évidemment si notre système de formation continue et professionnelle est en déshérence, nous sommes mal partis.

Mais que de conformisme, du point de vue sociétal et aussi patronal. Les mythes des nouveaux modèles, par exemple l'entreprise sans usine imaginée un moment à Alcatel. Il y a une crise de l'idée industrielle en général dans les sociétés. Attention à l'écologie qui pose de vraies questions, et qui en même temps voudrait imposer un/principe de précaution généralisé, qui ne peut être que meurtrier du point de vue de l'emploi. Nous avons vraiment des questions culturelles très difficiles à affronter, mais que d'autres savent affronter.

5. FORMER LA SOCIÉTÉ CIVILE

Maintenant qu'est-ce que l'intervention politique aujourd'hui, et d'abord

qui sont les acteurs ? Ce n'est plus l'État seulement, il va être accompagnateur, stratège... Mais l'idée nouvelle est qu'il faut former une société civile responsable et innovante pour relever les défis. Le politique y a être une conjugaison d'apports de différents acteurs. L'entreprise devient un acteur, ce n'est plus simplement un lieu où l'ingénieur et le manager font couple et sortent un produit qui se vend... Dès lors, qu'aujourd'hui une entreprise peut se financer partout dans le monde, gère des systèmes d'information complexes, peut déplacer des productions d'un lieu à l'autre, elle acquiert une dimension sociétale tout à fait nouvelle, et joue un rôle de fait dans le champ politique. Ce qui pose évidemment un problème politique fondamental, celui du contrôle de l'entreprise. Pour certains c'est un faux débat, tandis que d'autres ont la nostalgie du contrôle national. La question émergente, c'est la participation des salariés, des épargnants, des usagers à la gestion d'entreprise. Le nouveau contrôle sera sociétal, il ne peut plus être étatique.. Les syndicats doivent bien sûr s'interroger aussi sur leur rôle d'acteurs dans le champ politique.

L'Europe est un enjeu décisif. La mondialisation crée une instabilité sociale formidable. On peut chercher à sécuriser les parcours professionnels en interne, au plan national, mais c'est limité. Comment obtenir une stabilisation dans un espace de mobilité de vie ? C'est possible quand on saura coaguler des forces dans des territoires qui deviennent acteurs, et d'autre part quand il y aura solidarités et coopérations dans un espace plus vaste que l'espace national. C'est là le défi de l'Europe. Tous les lieux du monde s'organisent en grandes, régions. La querelle politique et culturelle sino japonaise ne doit pas masquer qu'en dessous la synergie s'organise, avec répartition des rôles et coopération des entreprises... Si l'Europe n'est pas capable de bâtir une zone de synergie et de coopération industrielle, alors nous aurons tous du mal à gérer notre problème social. L'eurosepticisme nous enfonce cruellement, car il va à rebours de cette nécessité. Le Français qui est souverainiste ou qui se dit de gauche peut sans le savoir conforter le choix de M. Gordon Brown, lequel dit sans ambages qu'entre la nation et le monde, il n'y a rien.

6. QUELLE INDUSTRIE ?

Quelle conception a l'Europe de sa place dans la DIT ? Elle se cherche mais nous sommes encore loin du compte. C'est déjà bien que le problème émerge. La question principale est: quel type d'industrie voulons-nous ? Nous ne sommes pas en Chine, ni au Brésil, où les bases des infrastructures matérielles doivent être développées. Nous sommes dans des pays développés où la question est de bâtir une industrie tournée vers le développement durable et la réhabilitation du cadre de vie. Les choix d'industrie qui peuvent unir des Européens sont : énergies renouvelables, y compris un nucléaire de transition ; transport durable ; agriculture écologique ;

information conçue comme bien public et non pas comme propriété intellectuelle privatisée, etc.

Actuellement deux objectifs sont affichés : achever le marché intérieur; augmenter la Rd. Ils sont en principe corrects. Fabriquer un marché est la base de coopérations et solidarités productives. Si les Français oublient que la France s'est créée par l'unification des marchés locaux et par la création d'un marché national, ils ne connaissent pas leur histoire. Mais sur le marché quelle est la conception des entreprises ? La logique d'entreprises émancipées des sociétés mais sous tutelle des investisseurs financiers globaux ne correspond pas à notre culture et à nos intérêts. D'ailleurs que font les entreprises européennes ? Elles font beaucoup de profits et disposent de beaucoup de ressources mais elles sous-investissent en Europe.

Les choix stratégiques et le cadre financier des entreprises en Europe sont de gros enjeux. L'absence d'un véritable budget communautaire est indicatif de l'échec politique à mutualiser des ressources pour créer des infrastructures, des compétences et l'environnement pour inciter les entreprises à privilégier la création et la production en Europe.

J'ai évoqué le défi de l'actionariat salarié et des fonds d'épargne. Un changement de la structure de propriété assorti d'une volonté d'implication dans la stratégie et la gestion permettraient d'avoir prise sur les choix des investissements et les logiques de restructurations. Cette question des restructurations est clé. Anticiper, et négocier des restructurations économiques, ouvrirait un débat sur les identités et projets d'entreprises, nécessaire pour promouvoir la création et la production en Europe. La Commission a entrouvert ce débat. On est entré dans la recherche de conception des entreprises européennes et de leurs responsabilités.

7. QUEL MARCHÉ?

Concernant l'architecture du marché, quel est le choix? Est-ce un marché de compétition fiscale et réglementaire comme le veut M. Gordon Brown, ou un marché où nous allons partager des biens communs, des règles d'intérêt public ?

Immense enjeu. On se trompe en accusant la politique de la concurrence comme problème principal. C'est plutôt la politique du marché intérieur qui fait problème. Aujourd'hui on vise un marché basé essentiellement sur la compétition, et non un marché où l'on partagerait aussi des biens publics. Paradoxe ? : le patronat français est l'un des rares qui souhaite une harmonisation réglementaire et fiscale en Europe.

La politique de la concurrence peut être un atout car elle est un moyen de contrôle des grandes entreprises (cf. l'affaire GE-Honeywell : la Commission européenne a pu empêcher une fusion américaine). N'oublions pas aussi la nécessité de la liberté de circulation des personnes. Les peurs du plombier polonais en France ou du salarié letton en Sue.de sont choquantes. Il y a besoin d'une liberté de

circulation pour que les gens puissent améliorer leurs connaissances et acquérir des compétences dans d'autres lieux. Si le problème stratégique de l'innovation, c'est la mise en relation d'idées avec des marchés, encore faut-il connaître les autres, qui sont dans d'autres sociétés et sur d'autres marchés. La mobilité en Europe est un enjeu formidable que les syndicats n'ont pas encore su saisir. On ne peut que les encourager à le faire, en demandant des compétences communautaires, des conventions collectives européennes.

Je ne traiterai pas ici de la politique commerciale, immense sujet. La préférence communautaire est un concept que la plupart des pays européens refusent. Mais s'il ne faut pas être protectionniste, il ne faut pas être naïf. L'Europe doit agir unie pour qu'il y ait réciprocité dans l'accès au marché et pour promouvoir dans le commerce mondial des conceptions nouvelles de régulation sociale et environnementale.

Il y a quelques années ces questions n'avaient pas vraiment émergé, on avait fort mal anticipé la montée de la Chine... Aujourd'hui on commence à prendre conscience des problèmes.

H faut sortir de nos préjugés. Ma conclusion est que la confiance peut renaître et se développer si l'on se tourne vers l'action.

Nous publions cet article grâce à l'autorisation de la Semaine sociale Lamy

Il fait partie actes du colloque que l'IES (Institut européen des juristes en droit social) a consacré à ce thème ou <http://www.ies-droit-social.eu/>

Lire aussi un des articles de ce colloque "Le modèle social européen en balances ? " que nous avons publié en septembre 2006

Entrez en Europe : Quelle convergence au sein de l'Union européenne élargie :les enjeux pour la Bulgarie et la Roumanie ?

Fondation Schuman

Résumé

La dynamique de convergence au sein de l'Union européenne, caractéristique des élargissements successifs, a ralenti depuis trente ans. Les nouveaux élargissements à l'est encouragent indubitablement la croissance dans les pays concernés, mais on assiste de fait à un décalage croissant au niveau régional, les régions les plus éloignées du cœur de l'Europe voyant leur retard s'accroître, y compris par rapport à des régions plus centrales au sein d'un même

pays. Dans ces conditions, le rattrapage économique des nouveaux membres de l'Union risque d'être inégal en fonction des pays et des régions et même assez problématique pour les pays et régions les plus à l'est, qui auront beaucoup de difficultés à accélérer leur croissance.

Si elle incarne un idéal de solidarité européenne, l'adhésion prochaine de la Bulgarie et de la Roumanie devra donc relever un double défi pour faire de cet idéal une réalité. Il faudra d'abord achever la transition de ses deux nouveaux membres vers l'économie de marché. Il faudra ensuite compenser les effets d'un environnement géographique défavorable, qui prive ces deux pays du bénéfice de la dispersion de croissance dont jouissent les régions proches du cœur dynamique de l'Europe. Ces nouvelles adhésions qui mettent un terme au 5e élargissement représenteront donc un nouveau test de la dynamique intégratrice de l'Union européenne

Lire la suite de l'analyse

Les éditos de Dimanche Express : Entrer en résistance

Pascal André

Des nouvelles de Belgique

Notre démocratie est malade. Si vous en doutez encore, parcourez les journaux de ces derniers

jours: ils sont particulièrement édifiants. Trahisons, coups bas, vengeances, accords secrets, rien ne nous a été épargné, depuis les élections du 8 octobre dernier. À Charleroi, tout d'abord, la nouvelle majorité – pourtant bien décidée à redorer l'image de la ville – a déjà porté un premier coup de canif dans le contrat préélectoral conclu le 19 septembre dernier par le PS, le CDH, le MR et Écolo.

Fini le cumul des mandats, avaient-ils alors annoncé haut et fort. Mais, comme trop souvent en politique, cette promesse a rapidement été oubliée ou, du moins, réinterprétée par ceux-là même qui l'avaient formulée.

Et que penser de la secrétaire fédérale d'Écolo, Isabelle Durant, qui n'a pas hésité, il y a un an déjà, à passer un accord secret avec le PS, alors que son parti est opposé à ce genre de pratique et en a même fait son principal cheval de bataille durant cette campagne? Que dire également des namurois Bernard Ducoffre (MR) et Bernard Anselme (PS), qui étaient prêts à reconduire leur alliance pour six ans, malgré la volonté de changement clairement exprimée par leurs concitoyens? Sans le courage politique de la conseillère communale Anne Humblet, nul doute que l'accord passé entre les deux hommes, le soir même des élections, serait toujours d'application aujourd'hui.

Rien de neuf sous le soleil, vous dites-vous peut-être à la lecture de ces quelques lignes. Sans doute, mais est-ce une raison pour baisser

les bras et se laisser gagner par le défaitisme ou, pire, l'indifférence? Il reste, en effet, dans nos partis des hommes droits et intègres, qui, j'en suis convaincu, ne demandent qu'à se mettre au service du bien commun. Il ne faudrait pas que ceux-là se découragent à leur tour ou se laissent gangrener par la soif du pouvoir, comme on le voit trop souvent. Il est donc de notre devoir de citoyen de les soutenir et d'entrer avec eux en résistance, afin que la politique retrouve ses lettres de noblesse et fasse à nouveau rêver les jeunes. Car au vu des résultats de l'extrême droite, tant en Flandre qu'en Wallonie, il ne nous est plus vraiment permis de rester sans réagir. Saurons-nous saisir l'occasion pour sortir de notre léthargie et rendre souffle à notre démocratie? Rendez-vous dans quelques mois pour les législatives.

Partenaires : La politique au risque de la spiritualité

Démocratie et Spiritualité

Comment une cohérence et un sens collectif peuvent-ils se construire aujourd'hui dans une société de diversité à partir d'un débat?

Pour respecter leurs finalités, les démocraties ne doivent-elles pas se laisser interpeller par des valeurs spirituelles ?

A quelles conditions cela se fait-il lorsque des personnes de cultures et de sensibilités diverses s'associent dans une démarche commune:

actions de proximité

projets de société

dialogues avec le politique

Après une présentation des problématiques qui associeront expériences spirituelles et expériences démocratiques:

1^{ère} journée: échange sur des actions de proximité

2^{ème} journée: projets de société avec comme exemple: le service civique obligatoire

3^{ème} journée: questions aux citoyens et aux élus: la politique au risque de la spiritualité ?

La méthode utilisée, fondée à la fois sur l'expérience des participants et sur leur capacité d'innovation collective, l'éthique du débat feront de cette manifestation un lieu d'expérimentation et de formation.

dans cet esprit, le travail en petits groupes sera privilégié: 15 à 20 groupes d'une vingtaine de personnes chacun qui se regrouperont tout au long de la manifestation à laquelle 400 personnes sont

attendues.

Contacts et informations

Poursuivre: tel: 01 45 77 76 12 - www.poursuivre-asso.org

Démocratie et Spiritualité: tel: 01 43 06 48 85
www.democratie-spiritualite.org

La Vie Nouvelle: tel: 01 55 35 36 46 www.lvn.asso.fr

Date: 1, 2 et 3 décembre 2006

Adresse: Bourse du travail - Saint-Denis (93)
11 rue Génin
Métro: Porte de Paris, ligne 13

Vous pouvez télécharger la plaquette et le bulletin d'inscription au format Pdf ci-dessous

La chronique anachronique de Max Bruckheim : Moins ça va plus ça va !

Max BRUCKHEIM

b["Voici que s'avance l'immobilisme et, nous ne savons pas comment l'arrêter"]b (Edgar Faure)

Les enquêtes d'opinion le montrent et le démontrent : les Français sont unanimes pour dire que « Rien ne va plus ». L'insatisfaction est générale. L'autre jour j'interrogeais Monsieur Boudu mon voisin de palier. Il me disait la même chose : « En France plus rien ne va, c'est la pagaille, la déconfiture, le dépôt de bilan »... mais quand je lui demandais comment lui personnellement vivait la crise il m'a répondu : « Moi ? Mais ça va bien ! Pourquoi ? ».

Piqué par la curiosité d'une telle contradiction j'ai renouvelé l'expérience auprès des uns, auprès des autres. Tous me disaient la même chose : « En France plus rien ne va ! mais en ce qui me concerne il n'y a aucun problème, ça va globalement très bien ! ». Toute une population pour se plaindre que ça ne va pas tout en reconnaissant qu'à titre personnel tout baigne dans l'huile.

Pas un seul qui ne prédise depuis des dizaines d'années « ça va péter, vous allez voir ! » et il faut bien reconnaître que ça n'a toujours pas pété malgré tant de prophéties réitérées. Reconnaissons qu'Armagedon n'est toujours pas au rendez-vous. Pourquoi ? Parce qu'aucun d'entre nous n'a le temps de participer à une révolution

voyons. Comme dit ce brave Boudu : « Une révolution ? Vous croyez que je n'ai que ça à faire ? Le boulot, la maison, la paperasserie, les enfants, les visites à la belle mère, l'entretien de la voiture, la déclaration fiscale ... et vous voudriez que je trouve le temps de dresser des barricades ? ».

J'ai opiné du chef en songeant qu'effectivement avec un tel programme ce n'était pas demain la veille que Boudu nous referait un soixante-huit façon Cohn Bendit.

Ma boulangère, Mme Chotard, ne dit d'ailleurs pas autre chose en bonne « tricoteuse » potentielle :

- ça va péter parce que ça ne peut pas durer comme ça !

- Vous allez monter à l'assaut de l'Elysée Mme Chotard ? Vous allez mettre ce pays à feu et à sang ?

- Pas le temps ! Déjà que je me lève à cinq heures du matin pour cuir mon pain « tradition » surgelé au micro-ondes ... et puis vous croyez que c'est vraiment le moment de tout fiche en l'air ? Vous trouvez que ce pays peut se payer le luxe d'une révolution alors qu'il est déjà sur les rotules ?

Bref, quand les Français disent que « ça va péter », que « ça doit changer », ils entendent bien que ces changements qu'ils appellent de leurs vœux doivent s'opérer en douceur afin qu'ils ne perturbent en aucune manière leurs petites habitudes et leurs petits « acquis ».

Ne les entendez-vous pas gémir ces dirigeants ? A la télévision, à la radio, dans les journaux. Ne cessent-ils pas de marteler que ce pays est à la traîne, arc-bouté sur ses conservatismes archaïques ? Ne se plaignent-ils pas à l'envi que ce pays est incapable de changer parce qu'il est allergique à toute évolution. Ils parlent même du déclin de la France, ce pays dont l'élite politique à laquelle ils appartiennent serait ouverte au modernisme, au progrès, et dont le gros du peuple serait hostile à tout changement.

Le problème c'est que nos responsables politiques se conduisent comme s'il revenait au peuple de se contenter de les écouter et de les suivre. Ils oublient seulement une chose : qu'ils ne sont pas forcément là pour faire valoir leurs points de vue mais bel et bien pour servir la volonté populaire. Il faut donc bien convenir que si les choses vont mal ce n'est à l'évidence pas la faute du citoyen à qui on ne demande jamais le moindre avis.

On pourra toujours accabler le peuple d'archaïsme mais cela n'empêchera pas de voir que notre société a tout de même extraordinairement changé depuis quelques décennies et que ce changement s'est opéré relativement en douceur. Peut-on nier que la France est aujourd'hui à la pointe du progrès mondial en bien des

domaines, ne serait-ce que dans le secteur des biotechnologies, celui de l'industrie aéronautique, de l'industrie ferroviaire, des télécommunications, de l'agroalimentaire ? ... tout cela pour dire que toute évolution est le fait du peuple et non pas de ses élites. Nous savons bien comment les choses se passent ordinairement, nous savons que toute évolution des mœurs ne manque jamais d'entraîner des mouvements sociaux populaires lesquels à leur tour génèrent des réformes institutionnelles, et cela sans qu'il soit nécessaire de passer nécessairement par la case « révolution ».

Mail : alliance@acep.asso.fr

Url : <http://acep.asso.fr>

Pour ce qui est de cette société française supposée « archaïque » on pourrait même aller jusqu'à dire qu'elle est au sein de l'Europe occidentale la plus souple et la plus changeante, et que ceci est bel et bien la résultante de la volonté des Français. Même une mesure aussi contraire au bon sens que fut la loi sur les 35 heures (au moins quant à sa prétention de résorber le chômage), on ne peut que constater qu'elle aura eu d'heureuses conséquences à l'échelon universel dans la mesure où elle aura ouvert la voie à un nouveau modèle d'organisation du travail plus efficace. Nombre de décideurs se plaignent donc de l'immobilisme de la société française sans se rendre compte que la France a réellement changé... au point qu'on peut se poser la question de savoir si ce ne sont pas plutôt eux qui sont à l'origine du malaise français.

Il faudra que l'on se fasse à l'idée que le peuple français n'a plus grand chose en commun avec son homologue de l'époque gaulliste et qu'il n'a désormais plus forcément l'intention de s'en laisser compter entre deux élections. Nos élites devront prendre acte que la « démocratie participative » est devenue une exigence de notre panorama politique et qu'elle ne saurait se contenter d'être un vœu pieux.

La France est faite d'une opinion qui bouge et ceux qui la dirigent ne le voient hélas que trop rarement. C'est précisément cette cécité qui explique pourquoi la société se détourne de plus en plus de la politique et de ses chantres. Vous vouliez connaître les causes profondes de la fracture entre le peuple et le politique ? Ne cherchez plus !

Il y a d'un côté des politiques qui s'agitent dans leur tour d'ivoire et de l'autre un peuple assoiffé de vraie démocratie, un peuple qui voudrait qu'on lui parle enfin d'espérance et d'avenir, et surtout un peuple qui entend désormais décider lui-même de son destin.